

## **L'Ordre des médecins doit être dissous**

L'Inspection générale des finances (IGF) a réalisé récemment une mission de vérification des activités de l'Ordre des médecins. La version provisoire du rapport a été rendue publique par [Le Canard enchaîné](#) en mars 2026.

Comme cela a déjà été démontré à plusieurs reprises, notamment dans le rapport de la Cour des Comptes de 2019, les graves manquements de l'Ordre des médecins sont de nouveau mis en évidence. Ceux-ci portent, entre autres, sur des aspects financiers (nombreuses irrégularités) et sur la gestion des violences exercées par des médecins dans le cadre de leur exercice, avec le constat particulièrement alarmant « que les conditions ne sont pas réunies à ce jour pour prévenir la reproduction de situations similaires » à celle de l'affaire Le Scouarnec.

Depuis des années, nous dénonçons cette situation et [appelons à la dissolution de l'Ordre des médecins](#).

Nous avons soutenu diverses actions contre cette institution néfaste, que ce soit par [le soutien à des collectifs de non payeur·euses](#) de leurs cotisations ou bien en dénonçant avec d'autres, son inaction délibérée dans les situations de violences médicales comme [dans le cadre du procès Le Scouarnec](#).

**Combien de rapports, d'articles de presse, combien de procès montrant au mieux son inutilité et son inaction, au pire sa duplicité faudra-t-il encore pour que les pouvoirs publics agissent et que cette institution soit dissoute ?**

Comme en octobre 2022 ([« Pourquoi nous opposons-nous à l'Ordre des médecins ? »](#)), nous réclamons la dissolution de l'Ordre et le transfert de ses missions actuelles à des institutions publiques existantes, en allouant les moyens humains et financiers correspondants.

C'est une nécessité de santé publique de mettre en place dès aujourd'hui une régulation plus juste et un contrôle plus démocratique de l'exercice médical.

Il est plus que temps d'agir. Cette institution n'est pas réformable.

Nous appelons soignant·e·s et habitant·e·s à se joindre à nous pour exiger cette dissolution de l'Ordre des médecins